

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'OCCASION DU DÎNER OFFERT PAR LE GÉNÉRAL KOLINGBA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, ET SON ÉPOUSE, BANGUI, PALAIS DE LA RENAISSANCE, MERCREDI 12 DÉCEMBRE 1984.

12 DECEMBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président de la République,

- Madame,

- Mesdames et messieurs,

- Les paroles d'amitié et de considération que vous venez, à l'occasion de ce dîner, de prononcer à l'égard de la France et de son peuple, me touchent profondément. Je vous en sais d'autant plus gré qu'elles traduisent la qualité, la sincérité et la spontanéité de l'accueil que vous-même, Mme Kolingba, les hautes autorités du Comité militaire de redressement national et le peuple centrafricain n'ont cessé de nous manifester depuis notre arrivée à Bangui.

- Qu'il me soit permis, à mon tour, de vous dire combien je me réjouis de me trouver auprès de vrais amis de la France. Cette amitié est ancienne, solide, profonde, elle résulte d'une histoire commune : la deuxième guerre mondiale n'a-t-elle pas vu, en effet, l'indépendance et la libération de la France trouver sur les rives du Chari, de l'Oubangui, du Wourri, du Congo, un refuge et une base de départ qui allaient permettre à la colonne Leclerc de s'emparer de Fezzan et de déboucher sur la Méditerranée ? Votre pays n'a-t-il pas vu les Centrafricains se joindre à la cause de la liberté avec une admirable générosité et participer à tous nos combats avec une résolution et un courage éclatants ?

- C'est en joignant aux nôtres vos propres efforts et vos propres sacrifices, à un moment où la France rassemblait ses forces pour l'entreprise de sa libération, que s'est forgée entre votre pays et le nôtre une amitié désormais marquée par le sceau de l'histoire.

La République centrafricaine, dès lors qu'elle eut assumé sa souveraineté dans la dignité et la confiance devait, nous le savons, préserver les liens du passé qui sont aussi des liens affectifs, tout en établissant, sur la base d'une estime réciproque, une coopération confiante avec la France.

- Cette coopération s'est traduite par la signature d'accords pour le progrès économique et technique, la formation des hommes, le développement culturel et la défense de l'intégrité territoriale de votre pays. Monsieur le Président, je vous redis ici ma ferme volonté de continuer à apporter à la République centrafricaine le concours d'une opération telle que nous l'aurons, d'un commun accord, librement choisie.

- Je comprends bien les difficultés que rencontre votre pays, notamment sur le plan économique et financier. Chacun peut songer au handicap que constitue l'enclavement de votre pays et les contraintes de la distance qui le sépare du port indispensable aux fonctions vitales de l'échange avec l'extérieur. Enfin, sans revenir sur les très graves conséquences des aléas climatiques qui caractérisent actuellement le continent africain, la République centrafricaine souffre, comme un très grand nombre de pays dans le tiers monde, des fluctuations aberrantes des cours des matières premières tels le coton, le café, le bois qui constituent pour votre pays le principal de ses ressources en devises. La France ne cesse de dénoncer partout le caractère intolérable d'un système dans lequel la fixation des cours des matières premières s'effectue dans les capitales de pays souvent lointaines et dans des conditions qui n'ont rien à voir avec les dures réalités économiques qui sont à l'origine de la production de tels produits.

- C'est pourquoi, monsieur le président, mesdames et messieurs, nous entendons réaffirmer solennellement ce soir notre soutien à votre courage, à votre détermination dans l'oeuvre que vous avez entreprise et qui vise, tout en sauvegardant la paix civile, à opérer le redressement national dont on voit déjà les premiers résultats encourageants.

Il y a quelques trente-cinq ans, monsieur le président, madame, pour la première fois, je venais sur les rives de ce fleuve et dans cette ville. J'y suis revenu à diverses reprises et j'ai pu constater comment ce pays avait réussi à traverser les moments périlleux, les incertitudes, les dangers, pour finir par s'affirmer comme il le fait aujourd'hui, tout en préservant les amitiés que l'histoire a voulu, tout en

respectant les données du passé mais sans jamais renoncer à préparer dans le présent les chances de l'avenir. Cela dépend aussi d'un certain nombre de données qui échappent à la seule volonté de votre pays.

- Vous avez cité vous-même pour commencer les risques majeurs qui pèsent sur le monde, l'accumulation des armements et leur nature, mais aussi la disparité entre les pays riches et les pays pauvres ou comme on dit communément les "peuples du Nord" et "ceux du Sud". Eh bien, je pense - et c'est ce qui explique pour une large part les choix qui sont les miens au nom de la France - que si le fossé s'élargit davantage entre les riches et les pauvres, les nantis et les démunis, ce sera le début de dissensions, de conflits, de guerres, d'une instabilité chronique d'où sortiront, au début du siècle prochain, les plus grands malheurs pour l'humanité. Aussi ai-je partout proclamé le droit de peuples du tiers monde à disposer des moyens de leur redressement. Ce redressement dont vous avez fait le programme essentiel de votre action.

Je pense que la France peut continuer de vous aider et cette prééminence de l'aide et de la coopération française s'est accrue sensiblement depuis ces dernières années, particulièrement lorsqu'il a fallu répondre à des situations exceptionnelles. Je viens ici vous redire, monsieur le Président, que la France est disponible et qu'elle entend suivre avec vous les étapes de votre action.

- Nous cherchons à soutenir les secteurs productifs de votre économie : culture du coton qui enregistre des résultats satisfaisants, mais aussi culture vivrière, infrastructure routière, réhabilitation des transports fluviaux, aménagement des structures aéronautiques, sans oublier le secteur socio-éducatif et la santé.

Votre République, si elle bénéficie d'une situation, d'une position géographique et stratégique irremplaçables, doit faire face - nous le savons et vous l'avez dit - à des défis et à des menaces qui lui sont imposés de l'extérieur.

- La France sait combien la République centrafricaine est attachée aux relations de bon voisinage et de coopération avec les Etats limitrophes, au renforcement de la solidarité qui se manifeste chaque jour entre les Etats d'Afrique centrale.

- Il m'est aisé de proclamer ici, en cette soirée, que la France, liée à la République de Centrafrique, continuera de remplir ses engagements. D'abord, ceux qui touchent à la sécurité. De même que la République centrafricaine a pris une large part à tout ce qui a permis à la France - récemment encore dans le cadre de l'opération "Manta" - de participer au retour à la stabilité, tout en sachant que beaucoup d'efforts seront encore nécessaires, mais en disant très clairement que notre responsabilité, que notre détermination, sont les mêmes et que rien ne les fera changer.

Je voudrais maintenant, monsieur le Président, ajouter que, sur le plan diplomatique, la République centrafricaine a été l'un des pays de ce continent qui a soutenu avec le plus d'ardeur et de conviction, que ce soit à la tribune des Nations unies ou dans les enceintes internationales et régionales, l'action de la France, et particulièrement son action par rapport au Tchad.

- Soyez persuadé, monsieur le Président, que cette solidarité incessante, cette amitié sincère et militante, contribuent à souligner le caractère privilégié de notre relation.

- Les troubles dans les pays voisins et particulièrement dans celui-ci ne sont pas sans conséquence, c'est une façon de parler, sur la sécurité et l'économie de votre République. C'est ainsi que vous avez dû prendre en charge, au cours des derniers mois, des milliers de personnes réfugiées en provenance du Sud du Tchad, qui lui aussi connaît des bouleversements.

Je ressens profondément, vous le savez, dans la démarche qui est la mienne et qui attire non seulement mes regards mais l'attention de mon esprit et les forces de mon cœur vers l'Afrique - et particulièrement vers Bangui et vers la République centrafricaine - je ressens le caractère privilégié, hautement amical, qui nous lie. Et j'espère que cela nous permettra de vous aider à bâtir un Etat en paix avec ses fils, capable d'apporter à la région de l'Afrique centrale la prospérité retrouvée et une solidarité active.

- Je vous connais, monsieur le Président, depuis les premiers jours de l'effort engagé. J'ai pu en suivre les étapes, parfois les encourager, y contribuer et je continue de croire dans cette action. Nous ne manquerons pas, pas davantage que nous n'avons jamais manqué, nous la France, à nos obligations au regard de l'Afrique. Comme si l'histoire avait décidé d'une connivence, d'une harmonie particulières entre mon pays, le vôtre, et ceux de nos amis africains ici présents, me conduisant à la fois à écouter

entre mon pays, le votre, et ceux de nos amis Africains ici présents, me conduisant à la fois à évoquer les années d'autrefois et surtout à songer aux années du futur.

- A mon tour, dans un instant, je lèverai mon verre à votre santé, monsieur le Président, à celle de Mme Kolingba, à celle des membres qui constituent votre cercle familial, à celles et ceux qui sont ici et au-delà, à l'écoute de nos propos, aux membres du Comité militaire de redressement national, à la santé de ce peuple qui nous est si cher, des Centrafricaines et des Centrafricains qui peuvent et qui veulent ensemble donner à leur pays toutes ses chances.

- Vive l'amitié entre la République centrafricaine et la France, vive le Centrafrique et bonne chance à la République.\